

Mustapha Kemal, père-fondateur d'une Turquie nouvelle

Philippe Conrad

Historien, rédacteur en chef de la Nouvelle Revue d'Histoire

En moins de vingt ans, Mustapha Kemal a complètement réorienté le cours suivi jusque-là par l'histoire de son peuple et a entrepris avec succès de lui forger un nouveau destin. Héros surgi du chaos de la première guerre mondiale, il a su bâtir sur les ruines du passé, avec une énergie impitoyable, une Turquie nouvelle, puissante et moderne, capable de négocier d'égal à égal avec les grands États européens, naguère si prompts à spéculer sur l'agonie de « l'homme malade » ottoman. On comprend donc aisément que, plus de soixante ans après sa disparition, la Turquie d'aujourd'hui voie toujours en lui son père-fondateur. L'historien Philippe Conrad nous permet aujourd'hui de mieux connaître ce « père des Turcs » et de mesurer la portée de son action.

« Kemal est de taille ordinaire mais avec une élégance extrême, plutôt petit que grand, bien fait, blond, le teint coloré, les mains très petites, des yeux bleus fort pénétrants. Il ne porte point d'âge. Aucun de ses portraits ne lui ressemble. Vus de près, son front, ses tempes, ses joues sont creusés de rides profondes et parallèles, comme on en voit aux masques de samourais ; à deux pas, c'est le visage d'un jeune homme aux lèvres minces, au dur menton, aux orbites creuses, l'air du Bonaparte vendémiaire... » Ce portrait, brossé par Henri Béraud dans ses *Dictateurs d'aujourd'hui*, en dit long sur la fascination qu'exerça sur ses contemporains le fondateur de la Turquie moderne, le créateur de cette nation nouvelle débarrassée d'un héritage ottoman devenu anachronique.

Un lecteur des philosophes des Lumières devenu brillant chef militaire

Né à Salonique au printemps de 1881, dans une famille dont on suppose qu'elle était d'origine albanaise, fils d'un petit fonctionnaire de l'administration des douanes, le jeune Mustapha est orphelin de père dès l'âge de neuf ans. Après avoir travaillé comme garçon de ferme chez un oncle, il parvient, grâce à l'intervention d'un voisin, à entrer en 1893 dans une école militaire préparatoire où il manifeste un goût particulier pour l'histoire, la géographie, les mathématiques et les langues vivantes, principalement le français. C'est là que l'un des répétiteurs donne à cet excellent élève le surnom de *Kemal* (le « Parfait »). En 1897, il part en Macédoine pour l'école de Cadets de Monastir qui forme les futurs officiers. Il y constate la pauvreté et le sous-équipement de l'armée ottomane dont il rend responsable le régime impérial. Lecteur des philosophes des Lumières, admirateur de Robespierre, il écrit dans diverses publications révolutionnaires clandestines. En 1902, il quitte Monastir pour Istanbul afin d'y suivre les cours de l'académie de Guerre et devenir officier d'état-major. Il rejoint alors la société secrète *Vatan* (la Patrie) et découvre les écrits du poète et philosophe Ziya Gokalp, chantre du réveil national turc, convaincu que la religion musulmane est la principale cause du déclin ottoman et partisan d'un État national et laïque exclusivement turc, dans lequel Arabes, Grecs ou Arméniens n'auront pas leur place. En

décembre 1904, cette société est démantelée par la police, et Kemal est incarcéré quelque temps avant d'être envoyé à Damas, dans un régiment de cavalerie engagé contre les rebelles druzes de Syrie. Il y connaît le baptême du feu, mais l'ampleur limitée de cette lutte contre une guérilla le conduit à demander sa mutation pour la garnison de Salonique où les « Jeunes Turcs », Enver, Chevket et Talaat Pacha ont fondé un comité révolutionnaire : Union et Progrès. Il obtient satisfaction et se voit affecté, en 1907, à l'état-major de la III^e armée. Il prend cependant ses distances avec le comité Union et Progrès, et c'est en spectateur qu'il suit le déroulement de la révolution « jeune turque » de juillet 1908 qui oblige le sultan Abd ul Hamid à appliquer la constitution de 1876, demeurée jusque-là lettre morte. Les jeunes officiers nationalistes qui ont su imposer leur volonté au sultan ne supportent plus la perspective du déclin irréversible d'un Empire ottoman présenté dans toutes les chancelleries comme « l'homme malade de l'Europe » : face aux ambitions russes, lui qui, trois siècles plus tôt, faisait encore trembler l'Europe n'avait désormais d'autre issue que de quémander la protection de l'Angleterre, soucieuse d'écarter la flotte du tsar de la Méditerranée.

La révolution « jeune turque », suivie en avril 1909 de l'abdication d'Abd ul Hamid, arrivait pourtant trop tard et ne pouvait conjurer les périls qui menaçaient l'État ottoman, objet de toutes les convoitises. La guerre italo-turque de 1911-1912 entraîne la perte de la Libye, et la première guerre balkanique de 1912 voit les Bulgares arriver sous les murs de Constantinople. La deuxième guerre balkanique fournit aux Turcs l'occasion de reprendre en 1913 Andrinople et la Thrace orientale, mais le reste des Balkans est perdu. Mustapha Kemal a combattu en Cyrénaïque et en Thrace et a révélé sur ces différents théâtres d'opérations de brillantes qualités de tacticien, mais c'est la première guerre mondiale qui va faire de lui un chef militaire prestigieux : le vainqueur des Dardanelles ; il résiste en effet pied à pied aux troupes britanniques débarquées dans la péninsule de Gallipoli, et la victoire remportée à Anafarta en août 1915 scelle l'échec du plan imaginé par les dirigeants de l'Entente. Suspect aux yeux d'Enver Pacha – qui lui reproche de souhaiter l'abandon des territoires arabes de l'empire pour mieux assurer la défense de l'Anatolie –, il est envoyé successivement sur les fronts du Caucase, d'Arménie et de Syrie. C'est là, à l'automne de 1918, au moment où il s'apprête à organiser la défense des passages du Taurus, qu'il apprend la signature de l'accord d'armistice de Moudros conclu le 30 octobre.

De l'humiliation du traité de Sèvres à la proclamation d'un État souverain et indépendant

Nommé gouverneur des provinces orientales par le sultan Mehmed VI, il arrive à Samsoun, sur les rives de la mer Noire, en mai 1919, et y rassemble tous ceux qui refusent la fatalité de la défaite et des abandons concédés par le pouvoir impérial. Le 22 juin, il lance d'Asmaya un appel à la réunion d'un congrès national pour le salut de la Turquie. Le sultan le relève de ses fonctions, mais le mouvement de révolte s'étend : le 23 juillet, à Erzeroum, puis le 4 septembre, à Sivas, des congrès nationaux lui confient le pouvoir, dénoncent l'attitude du sultan et se prononcent contre le démembrement de la Turquie prévu par les Alliés. En avril 1920, une assemblée nationale élue par les Turcs se réunit à Ankara (l'ancienne Angora) et désigne un comité exécutif qui fera fonction de gouvernement provisoire et à la tête duquel est placé Mustapha Kemal. Les maladroites et les erreurs d'appréciation des Alliés s'ajoutant à l'intervention militaire grecque rassemblent tout le peuple turc derrière son nouveau leader, alors que la signature du traité de Sèvres, le 10 août 1920, discrédite définitivement le sultan. Privée de ses anciens territoires arabes, la Turquie a dû accepter la création d'une Grande Arménie étendue dans tout l'est du pays, du Caucase à la Cilicie, celle d'un Kurdistan doté d'un statut d'autonomie, et la perte d'une partie de la côte ionienne donnée à la Grèce ; dans le même temps, les détroits du Bosphore et des Dardanelles passent sous contrôle international, la France s'installe dans la région d'Alexandrette et les Italiens se voient attribuer une zone d'influence économique dans l'arrière-pays du golfe d'Antalya. Face à cette perspective d'un démembrement général, Mustapha Kemal n'a guère de peine à mobiliser toutes les énergies pour empêcher ce qui est perçu comme une menace de disparition pure et simple du pays. Dès janvier 1921, l'un de ses lieutenants, Ismet Pacha, repousse les forces grecques lors de la première bataille d'Inonü, suivie en mars – au même endroit – d'une nouvelle victoire qui vaudra à Ismet de prendre le nom d'Ismet Inonü sous lequel, dix-sept ans plus tard, il succédera à Mustapha Kemal à la mort de ce dernier. Renforcé par ses succès militaires et reconnu par la

Russie soviétique qui voit en lui un possible allié dans sa lutte « anti-impérialiste », le pouvoir kémaliste décourage les Alliés de soutenir la Grèce dans la lutte qu'elle a engagée en Asie Mineure. En juillet 1921, les forces helléniques – qui rassemblent près de cent mille hommes – menacent pourtant l'Anatolie occidentale, ce qui, le 5 août, conduit le parlement national d'Ankara à octroyer des pouvoirs dictatoriaux à Mustapha Kemal. Du 14 août au 2 septembre, les Turcs affrontent à un contre deux leurs adversaires grecs sur le cours de la rivière Sakarya (l'ancien Sangarios). Engagés dans une bataille d'usure très éprouvante, les Grecs choisissent finalement de se replier, et l'Assemblée nationale décerne à Mustapha Kemal le titre traditionnel de *Ghazi* (le « Victorieux »). La France, dont les troupes sont engagées contre les Turcs en Cilicie, choisit alors de traiter, ce qui libère des forces supplémentaires précieuses pour la poursuite de la reconquête du territoire national. Moins d'un an plus tard, en août 1922, Mustapha Kemal, qui a considérablement renforcé son armée et s'est procuré des armes achetées aux États-Unis et en Italie, peut lancer ses troupes vers l'ouest, en direction des rives de la mer Égée. Les Grecs sont rapidement balayés et, le 9 septembre, les Turcs font leur entrée à Smyrne évacuée en catastrophe par les populations helléniques. Dès le 11 octobre, l'armistice de Moudania met fin au conflit. Cinq semaines plus tard, le 17 novembre, Mehmed VI, le dernier sultan ottoman, n'a d'autre issue que de s'embarquer sur un croiseur anglais pour prendre le chemin de l'exil. Le 24 juillet 1923, la signature du traité de Lausanne annule celle de l'humiliant traité de Sèvres. La Turquie nouvelle, souveraine et indépendante, s'étend sur toute l'Asie Mineure, des côtes ioniennes au lac de Van et du Caucase à la Méditerranée ; elle conserve en Europe une partie de la Thrace orientale avec Andrinople. La sauvegarde de l'indépendance nationale ne constitue cependant qu'un préalable, une condition nécessaire à la construction de l'État nouveau. Elle doit permettre la mise en œuvre d'une révolution politique, sociale et culturelle de grande ampleur visant à arracher les Turcs aux archaïsmes du passé.

La réalisation d'un grand projet national

Comme Pierre le Grand en Russie ou Mutsu-Hito au Japon, Mustapha Kemal entend voir son pays relever les défis de la modernité et se poser en modèle pour les pays musulmans désireux de s'occidentaliser. Le 29 octobre 1923, la république est proclamée et le *Ghazi* élu président le jour même, Ismet Pacha se voyant chargé de former le gouvernement. Issu des comités de résistance constitués en 1919 pour organiser le mouvement national, le Parti républicain du peuple sera un parti unique, présidé par Mustapha Kemal en personne. Leader du parti, Président de la République, chef des Armées, président du Parlement, le maître du pays concentre sur sa personne la totalité des pouvoirs, et c'est par la voie autoritaire qu'il entend construire un État unitaire et laïque, seul en mesure de réaliser les mutations profondes nécessaires à la réalisation d'un grand projet national.

Cet État unitaire ne peut tolérer l'existence de minorités potentiellement dissidentes : au prix de massacres de grande ampleur, la résistance kurde est brisée ; déjà terriblement éprouvés par les carnages de 1896 et 1915, les Arméniens voient s'effondrer leur rêve éphémère d'une Grande Arménie et doivent se contenter d'un État-croupion intégré à la nouvelle URSS ; les deux millions de Grecs installés en Asie Mineure sont brutalement expulsés et échangés contre sept cent mille Turcs vivant jusque-là en Grèce. Élimination des minorités et échange des populations garantissent l'unité nationale du nouvel État, mais celui-ci doit également engager contre l'islam la bataille de la laïcisation. Le 3 mars 1924, l'Assemblée vote la fin du califat et l'ultime détenteur du titre, un cousin de Mehmed VI, est expulsé de Turquie. Le 17 février 1926, un code civil inspiré des législations européennes et destiné à remplacer la loi coranique est adopté par les députés. L'égalité des droits est reconnue à tous les citoyens turcs, hommes et femmes, lesquelles sont invitées à se dévoiler et bénéficient du droit de vote et du droit à l'éligibilité, vingt ans avant les Françaises. La polygamie est supprimée, de même que la répudiation de l'épouse par le mari. De nouveaux codes sont également adoptés en matière pénale ou commerciale, inspirés des modèles italien, suisse ou allemand, et les Turcs se rallient au système métrique. Enfin, le 1^{er} janvier 1926, le calendrier grégorien vient remplacer le calendrier musulman traditionnel. L'enseignement laïc se substitue aux enseignements religieux, musulman ou chrétien. Le 3 novembre 1928, l'usage de

l'alphabet latin devient obligatoire. Poussant jusqu'à son terme sa volonté d'occidentalisation, Kemal – de même que Pierre le Grand avait exigé des boyards qu'ils coupent leur barbe et s'habillent à l'européenne – impose aux Turcs l'abandon du fez, leur coiffure traditionnelle, le port du chapeau ou de la casquette étant jugé plus « civilisé ». À partir de 1934, la radio n'émet plus que des rythmes occidentaux, la musique orientale se voyant accusée « d'épuiser toute source d'énergie et d'arrêter tout élan vers le progrès... » La viabilité de la révolution ainsi engagée dépendait étroitement des performances économiques du pays. Là aussi, la modernisation apporte des progrès substantiels. Un gros effort d'investissement est consenti pour la construction et l'entretien des routes et des voies ferrées. Les surfaces cultivées s'étendent et le recours à de nouvelles méthodes entraîne un accroissement spectaculaire de la production céréalière. Un programme d'industrialisation nationale inspiré des plans quinquennaux staliens est mis en œuvre avec l'aide de techniciens étrangers, occidentaux ou soviétiques. Les industries alimentaires, la production textile et celle du ciment progressent très vite, de même que l'équipement hydroélectrique du pays. Devenue la capitale du nouvel État, Ankara, plus centrale que la cosmopolite Istanbul, se transforme complètement en l'espace de quelques années et devient une grande ville moderne et aérée, pur produit de la politique ambitieuse et volontariste du nouveau régime. En 1932, la Turquie entre à la SDN et forme en 1934 – avec la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie – un Pacte balkanique qui vise à surmonter les antagonismes passés. En juillet 1936, la convention de Montreux rétablit la pleine souveraineté turque sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles, et les accords passés avec la France en 1939 permettent la récupération du district d'Alexandrette, à la grande colère des nationalistes syriens. Davantage que vers les Balkans ou le Proche-Orient arabe, c'est vers l'est que regarde maintenant la nation turque, ce que confirme la signature du pacte de Saadabad conclu en juillet 1937 avec l'Afghanistan et l'Iran, étape préliminaire à la réalisation d'un grand projet pantouranien analogue à celui dont avait jadis rêvé Enver Pacha, projet visant à la réunion des peuples issus, comme les Turcs, des steppes de l'Asie centrale. C'est à sa véritable identité et à sa mission historique que Mustapha Kemal voulait ainsi ramener le peuple turc, première étape d'une aventure de plus vaste envergure, telle qu'il l'imaginait en déclarant à l'un de ses proches : « Le monde verra un jour avec stupeur s'éveiller et se mettre en marche cet empire invisible qui gît, encore endormi, dans les flancs de l'Asie. » Épuisé par le labeur écrasant qu'il s'est imposé durant près de trente ans, le « père des Turcs » – *Ataturk*, nom qu'il s'est lui-même choisi quand il a obligé ses compatriotes à adopter un patronyme – meurt le 10 novembre 1938, après avoir transmis le pouvoir à son fidèle lieutenant İsmet İnönü.

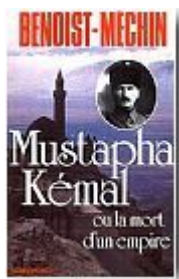
L'expérience kémaliste aura de nombreux échos dans le monde musulman. L'Iran de Reza Shah et de son fils Mohammed Reza Pahlavi s'en inspirera, mais l'islam chiite des ayatollahs prendra sa revanche en 1979. Dès les années 1920, les volontés réformatrices du roi Amanullah se heurteront au traditionalisme de la société afghane, qui refusera en bloc réforme agraire et émancipation féminine, et le souverain devra s'exiler en 1929. Plus tard, le modèle kémaliste inspirera également le nationalisme baasiste au Proche-Orient arabe, les choix laïques du Tunisien Habib Bourguiba ou le nassérisme égyptien... Cependant, plus de soixante ans après la disparition de son fondateur, le poids du religieux a réinvesti les sociétés musulmanes et la Turquie elle-même connaît ce phénomène, face auquel le régime réagit en prétendant interdire l'existence de partis à base confessionnelle. Sur la longue durée de l'histoire orientale, on ne peut donc affirmer que le nationalisme volontariste et progressiste du *Ghazi* finira par l'emporter sur les pesanteurs nées de l'histoire et de la tradition musulmanes.

Philippe Conrad

Février 2002

Copyright Clio 2019 - Tous droits réservés

Bibliographie



Mustapha Kemal ou la mort d'un Empire
Jacques Benoist-Méchin
Albin Michel, Paris, 1971



Mustapha Kemal, créateur de la Turquie moderne
Willy Sperco
Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1958



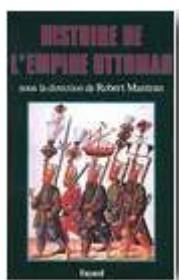
Atatürk
Georges Daniel, Catherine Legrand et Jacques Legrand
Éditions Chronique, 1998



La Turquie se dévoile
Jacques Benoist-Méchin
Éric Baschet, 1980



Kemal Ataturk, les chemins de l'Occident
Alexandre Jevakhoff
Tallandier, 2004



Histoire de l'Empire ottoman
Robert Mantran
Fayard, Paris, 2003